

➔ AGENDA DE LA SEMAINE

LUNDI. Santé. Conférence de presse virtuelle de l'OMS sur le Covid-19 à Genève, en Suisse.

Élections américaines. Convention virtuelle des démocrates pour désigner leur candidat à la Maison Blanche.

MARDI. Masque en entreprise? Le gouvernement présente aux partenaires sociaux les nouvelles règles sanitaires destinées aux entreprises.

Procès. Verdict du Tribunal spécial hollandais pour le Liban dans le pro-

cès sur la mort dans un attentat en 2005 de l'ancien Premier ministre libanais Hariri. Quatre membres présumés du Hezbollah sont poursuivis.

MERCREDI. Brexit. Début de la 7^e séance de négociations entre Londres et l'UE.

JEUDI. Répression. Verdict au procès du premier inculpé en vertu de la nouvelle loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin.

Écologie. Angela Merkel (photo) reçoit Greta Thunberg et d'autres membres de Fridays for Future.



Relation franco-allemande. Emmanuel Macron reçoit pour la première fois la chancelière allemande Angela Merkel au fort de Brégançon, sa résidence vacances.

Biden. Discours de Joe Biden, probable concurrent de Donald Trump pour la prochaine élection présidentielle, à la Convention des démocrates.

DIMANCHE. Esclavage. Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition.

Clap de fin. Arrêt de la chaîne France Ô, chaîne publique des Outre-mer. ■

France & Monde ➔ Actualités

SÉCHERESSE ■ Des députés proposent des pistes pour s'adapter, voire éviter les épisodes de pénurie

Pour une nouvelle gestion de l'eau



PÉNURIE. La sécheresse a touché 67 départements cette année et 85 en 2019. Le réchauffement climatique devrait multiplier ces épisodes. PHOTO FRED MARQUET

➔ ET MAINTENANT ?

Un rapport à l'avenir prometteur

Le ministre de l'Agriculture a annoncé vendredi qu'il permettrait l'ouverture du régime des indemnisations pour « calamités » aux agriculteurs victimes de la sécheresse. « Des mesures d'adaptation sans effet à long terme, mais nécessaires dans l'urgence », estime Frédérique Tuffnell. Julien Denormandie a également confirmé qu'une « part significative » du volet agricole du plan de relance devant être annoncé le 25 août sera consacrée à « l'adaptation de nos cultures au changement climatique ». Des « aides à l'investissement dans du matériel permettant un usage optimisé de l'eau » ont aussi été annoncées, ce qui fait écho au rapport de la députée. Frédérique Tuffnell confie d'ailleurs avoir abordé ces sujets avec le ministre. Le rapport a enfin été validé par Commission développement durable, à l'époque dirigée par Barbara Pompili, aujourd'hui ministre de la Transition écologique. Frédérique Tuffnell se dit donc confiante dans l'avenir de ses propositions. « Je me battrais pour qu'elles soient inscrites dans la loi », affirme-t-elle. ■

La députée Frédérique Tuffnell est rapporteure d'un document proposant une adaptation des pratiques, notamment agricoles et d'aménagement, pour éviter les conflits autour des réserves d'eau.

Léo Da Veiga

leo.daveiga@centrefrance.com

Les épisodes de canicule et de sécheresse se multiplient dans l'Hexagone. En 2019, 85 départements ont été concernés par une sécheresse durable, et aujourd'hui 67 départements ont mis en place des mesures de restriction d'eau pour faire face à une réduction des stocks naturels.

Un rapport parlementaire a été présenté le 5 juin à l'Assemblée nationale par la mission d'information sur la gestion des conflits d'usage en situation de pénurie d'eau. Frédérique Tuffnell, députée de Charente-Ma-

ritime, est rapporteure de ce texte, qui préconise plusieurs mesures novatrices pour adapter la gestion de l'eau au climat changeant de nos territoires et aux nouvelles pratiques.

Une nouvelle agriculture

« Pour l'instant, c'est vrai, il y a assez d'eau en France. Mais elle est inégalement répartie, ce qui crée des conflits. Et puis il ne faut pas attendre qu'il n'y ait plus d'eau dans le robinet pour se réveiller ! » assène l'élue. Le rapport rappelle que l'agriculture est responsable de 48 % de la consommation nette d'eau en France, chiffre qui grimpe à 79 % en été. « Il faut adapter notre agriculture aux nouvelles normes climatiques. Par exemple, continuer à produire du maïs, qui doit justement être fortement irrigué au mois d'août, au moment des sèche-

resses, ce n'est plus possible ! » explique la députée du groupe Écologie Démocratie Solidarité (EDS), fondé en mai.

Elle propose en outre aux agriculteurs un moyen durable de subvenir aux coûts des transitions nécessaires à une exploitation plus économe en eau. « Le rapport suggère la création d'un fond de paiement pour services environnementaux, doté d'1 milliard d'euros sur quatre ans. Il ne fournirait pas des subventions ponctuelles, mais une véritable rémunération durable aux exploitants qui s'engagent dans des initiatives permettant une meilleure gestion des ressources. Par exemple, une exploitation mise en place dans un marais ou une zone humide, qui permettrait donc des économies d'eau. »

La préservation de l'or bleu doit aussi passer par un grand plan d'aménagement du terri-

toire « Quand les collectivités font des rénovations, il faut qu'elles anticipent ce problème, en utilisant par exemple pour les routes des matériaux perméables, à la place du goudron ou du béton, afin que l'eau puisse s'infiltrer dans les nappes phréatiques, y compris en zones urbaines. Ou encore en prévoyant une récupération et une épuration des eaux usées » recommande Frédérique Tuffnell.

Le système « 3A »

L'anticipation est en effet un élément important de ce rapport parlementaire. « C'est pri-

mordial. Il faut d'abord améliorer la cartographie des zones humides, en menant des expertises prédictives sur l'avenir de la ressource. Car on ne peut pas gérer la ressource sans bien la connaître. Il est ensuite nécessaire de réunir tous les acteurs de l'eau et toute l'année, pas seulement pendant les sécheresses, pour informer et prendre des décisions collégiales, adaptées à tous. C'est seulement comme cela que l'on pourra faire accepter les décisions à prendre. C'est ce que j'appelle le programme « 3A » : anticipation, adaptation, et donc acceptation. » ■



« Il ne faut pas attendre qu'il n'y ait plus d'eau dans les robinets pour se réveiller ! »

FRÉDÉRIQUE TUFFNELL Députée du groupe EDS